

A l'attention du directeur de l'information:

Manifestation du Réseau de Vigilance à Québec - Une rentrée sociale... pour exiger le respect des droits économiques et sociaux de la population québécoise

QUÉBEC, le 17 oct. - Trois ans et demi après l'élection du gouvernement Charest à Québec, le Réseau de Vigilance profite de la rentrée parlementaire à l'Assemblée nationale du Québec et de la Journée internationale de l'élimination de la pauvreté pour dresser le bilan des nombreuses attaques en règle de ce gouvernement contre chacun des droits économiques et sociaux reconnus dans les pactes internationaux auxquels le Québec a souscrit.

Des politiques d'appauvrissement

Dans le cadre d'une conférence de presse tenue aujourd'hui devant l'Assemblée nationale, le Réseau de Vigilance a soutenu que les politiques du gouvernement Charest, conjuguées aux politiques des gouvernements antérieurs, se sont traduites par un appauvrissement de nombreux secteurs de la société québécoise et ont contribué à l'accroissement des écarts entre les plus riches et les plus pauvres. Une situation qui aurait pu être pire si les citoyennes et les citoyens ne s'étaient pas mobilisés à plusieurs reprises.

Le Réseau de Vigilance appelle donc les Québécoises et les Québécois à ne pas se laisser berner par les 3 milliards de dollars d'annonces de projets de toutes sortes faites par le premier ministre depuis le mois de mai dernier. Cette "guignolée" à saveur électoraliste ne doit surtout pas faire oublier les nombreux gestes posés par ce gouvernement qui lui ont d'ailleurs valu d'être condamné par le Comité du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour son manque de respect à l'égard de plusieurs de ces droits : le droit à un niveau de vie suffisant, le droit au logement, à l'éducation, à des conditions de travail justes et favorables, l'accès à la justice, les droits syndicaux.

Un devoir de mémoire...devant les gestes du gouvernement Charest

Les membres du Réseau de Vigilance préviennent le gouvernement Charest qu'ils se souviendront de son refus d'appliquer intégralement la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, de l'augmentation insuffisante du salaire minimum, de son refus d'indexer pleinement les prestations de toutes les personnes assistées sociales, des lois adoptées sous le bâillon et interdisant la syndicalisation surtout de travailleuses en milieu familial, de l'appauvrissement des familles, de l'augmentation des coûts de l'assurance médicaments et du refus d'assurer la gratuité pour toutes les personnes à faible revenu dont les personnes assistées sociales et les personnes âgées bénéficiant du supplément de revenu garanti (total et partiel), de l'augmentation des tarifs des centres de la petite enfance, d'électricité et du transport en commun, de la hausse du coût des loyers et de l'absence de réalisation d'habitations à loyer modique (HLM) au Québec depuis 13 ans, de la transformation des bourses étudiantes en prêts, de la loi des partenariats public-privé, de la compression de 20 millions de dollars au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, des pas faits vers un système de santé à deux vitesses, de l'état dramatique dans lequel sont maintenus les Amérindiens au Québec et du déséquilibre fiscal qui n'est pas encore réglé.

Le Réseau de Vigilance précise qu'à ces nombreux reculs économiques et sociaux vécus par de larges secteurs de la société québécoise, il faut également ajouter les graves pertes subies sur les plans démocratique et environnemental : le bâillonnement du mouvement syndical, la gouvernance autoritaire et antidémocratique, la gestion erratique des enjeux urbains, la répression des groupes écologiques, le bradage du patrimoine collectif environnemental.

Dans ce contexte, le Réseau de Vigilance exige du gouvernement un changement de cap avant la fin de son mandat sous la forme de l'adoption de diverses mesures.

Pour le droit à un niveau de vie suffisant

Pour le droit à un niveau de vie suffisant, on réclame l'application intégrale de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, une augmentation significative du salaire minimum, une indexation pleine et entière des prestations de sécurité du revenu, la fin des pénalités au régime de la sécurité du revenu, le retrait du montant de la pension alimentaire dans le calcul de la prestation d'aide sociale et des prêts et bourses, la compensation des coûts liés aux limitations fonctionnelles.

Pour le droit à la protection et au soutien accordé aux familles

Pour le droit à la protection et au soutien accordé aux familles, le Réseau de Vigilance exige une véritable politique familiale globale, l'accès à des services de garde non modulés en fonction de la capacité financière des familles, la réintroduction de la subvention pour les frais de garde aux familles à faible revenu.

Pour le droit à la syndicalisation et contre la discrimination au travail

Pour le droit à la syndicalisation et contre la discrimination au travail, on souhaite l'abrogation des lois interdisant la syndicalisation des travailleuses et des travailleurs oeuvrant en milieu familial, le paiement immédiat par le gouvernement des rajustements salariaux dus à ses employées en vertu des programmes d'équité salariale, l'application effective de la Loi sur l'équité salariale par l'ensemble des employeurs, la fin des disparités de traitement des travailleuses et des travailleurs atypiques et le statut de salarié pour les personnes sur des mesures d'intégration au travail.

Pour le droit à la santé et l'accès aux médicaments

Pour le droit à la santé et l'accès aux médicaments, le Réseau de Vigilance revendique le maintien d'un système de santé et de services sociaux public, universel, gratuit et accessible, le retrait du projet de loi 33 impliquant le retrait de l'assurance privée duplicative, la création de cliniques ambulatoires publiques et une meilleure gestion des listes d'attente, la gratuité des médicaments pour les personnes à faible revenu avec application immédiate pour toutes celles ayant un revenu annuel de 12 000 \$ et moins. Finalement, pour le droit à l'éducation, le Réseau de Vigilance demande le maintien du gel des frais de scolarité et l'assurance de la gratuité scolaire, sans recours aux frais afférents qui affectent gravement le revenu des familles à faible revenu et violent le droit à l'égalité en éducation.

D'autres actions à venir

Le Réseau de Vigilance prévient le gouvernement qu'il participera à diverses actions au cours des jours et des mois à venir pour appuyer les personnes assistées sociales du Québec le 21 octobre prochain. Il compte également appeler à une mobilisation encore plus large le 9 novembre afin d'exiger le respect de tous nos droits économiques et sociaux, d'arrêter l'appauvrissement des citoyennes et des citoyens les plus appauvris de notre société, pour souligner que le mois de décembre est devenu, sous ce gouvernement, le mois emblématique des bâillons. Cette stratégie accentue le déficit démocratique. Le Réseau de Vigilance veut aussi lutter contre les graves reculs à l'égard de notre patrimoine environnemental, pour exiger une fiscalité plus progressive.

Pour le Réseau de Vigilance, l'année électorale qui s'en vient sera l'occasion pour les citoyennes et les citoyens du Québec... de se souvenir.

- 30 -

Renseignements: Claude Girard pour le Réseau de Vigilance, Attaché de presse CSQ, cell. : (514) 237-4432